



DROIT CONSTITUTIONNEL – FICHE N°18

LE RÉFÉRENDUM

Quand on parle du référendum sous la Vème République, il y a deux chiffres à connaître : 11 et 89. Comme les articles 11 et 89 de la Constitution de 1958...

Article 89 : le référendum pour révision constitutionnelle

En utilisant l'article 89 de la Constitution, le référendum a un rôle confirmatif : il ne peut porter que sur un texte déjà approuvé en termes identiques par les deux chambres parlementaires (Assemblée nationale et Sénat). En substance, il s'agit d'asseoir la légitimité d'une modification constitutionnelle en la faisant approuver par le peuple.

L'autre option est la modification constitutionnelle par voie parlementaire : le référendum n'a pas lieu si le président de la République décide de soumettre le projet de révision au Congrès. D'ailleurs, la Constitution a déjà été modifiée en l'application de l'article 89... mais toujours par la voie du Congrès.

Article 11 : le référendum sur un projet de loi

L'article 11 de la Constitution est une innovation de la Vème République : il permet de faire approuver directement par le peuple un projet de loi qui n'a pas été voté par le Parlement, ce qui est tout à fait contraire à la tradition des IIIème et IVème Républiques. Autre innovation : le champ du référendum n'est plus limité aux questions constitutionnelles.

Le champ du référendum

Un référendum peut concerner une question d'organisation des pouvoirs publics, la ratification d'un traité modifiant les institutions, ou l'approbation de réformes relatives à la politique économique ou sociale et aux services publics...

L'imprécision des termes employés laisse un large champ d'interprétation et permet en réalité d'organiser des référendums sur des sujets très variés.

L'initiative du référendum

En principe, un référendum est organisé sur proposition du gouvernement ou des deux assemblées parlementaires, puis sur décision du président de la République.

En pratique, c'est le Premier ministre qui soumet au président de la République le texte souhaité, permettant ainsi à ce dernier de garder la main sur le vote.

L'organisation du référendum

Il n'y a aucune disposition législative sur l'organisation d'un référendum, c'est donc le pouvoir réglementaire qui fixe les modalités pour chaque scrutin.

Une particularité de ce scrutin est son caractère non électoral. Ainsi, la campagne référendaire n'est pas impactée par les règles de campagne électorale, et les moyens sont répartis en fonction de la représentativité des forces politiques. Mais les critères de représentativité sont fixés... par décret pour chaque référendum !

La proclamation des résultats

L'article 60 de la Constitution confère au Conseil constitutionnel le rôle de veiller à la régularité des opérations de référendum. C'est également le Conseil constitutionnel qui proclame les résultats définitifs et statue sur le contentieux lorsqu'il y en a un.

Bilan politique du référendum

Sept référendums ont été organisés dans le cadre de l'article 11 mais plus de la moitié ont eu lieu entre 1960 et 1969, sous la présidence de Charles de Gaulle, qui y voyait une double-utilité : réaliser des réformes auxquelles la classe politique était défavorable... et confirmer sa légitimité démocratique au pouvoir.

Mais comme le dit le proverbe, « *qui vit par l'épée périra par l'épée* », et c'est le référendum du 27 avril 1969 qui a provoqué le départ de Charles de Gaulle de la présidence de la République. Ses successeurs à l'Élysée se sont donc abstenus de copier sa pratique référendaire...